

MOHAMED ALI BOUGHAZI :**«Ne nous confondez pas avec la CDN»**

«Il est important de ne pas confondre entre l'instance chargée par le président de mener les consultations politiques et l'ancienne Commission du dialogue nationale.» Cette précision est de Mohamed Ali Boughazi, le porte-parole de la commission présidée par Abdelkader Bensalah.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Membre lui aussi de ladite commission, baptisée officiellement «Instance de consultations sur les réformes politique», Boughazi, conseiller de Bouteflika, a fait une déclaration, hier, à la presse, pour faire le point sur une semaine des dites consultations.

S'il a tenu à marquer la différence entre l'instance où il siège avec Bensalah et le général Mohamed Touati de la fameuse CDN de 1994, Boughazi cherchait sans doute à donner du

crédit à la démarche en cours. «Avant d'entamer les consultations, l'instance avait, au préalable, fixé une méthodologie de travail.» Il s'explique : «Il a été procédé à la détermination de critères fonctions desquels sont adressées des invitations aux partis politiques, aux personnalités nationales ainsi qu'à des organisations de la société civile.

Il s'agit, en l'occurrence, de partis politiques agréés, d'associations ou organisations de la société civile, ainsi que de per-



Photo : Samir Sid.

sonnalités nationales ayant eu à exercer de hautes fonctions étatiques ou alors de personnalités publiques activant dans le

domaine des droits de l'homme ou ayant des positions de premier plan dans les domaines scientifique, culturel, spirituel, etc.» Le porte-parole de l'Instance a, par ailleurs, insisté sur «le caractère ouvert des consultations» avec ses invités.

«L'Instance respecte toutes les positions et toutes les propositions qui lui sont soumises et exprime son souhait quant à une large participation à cette occasion historique qui voit notre pays s'apprêter à entamer des réformes sereines et solides en vue de consolider la pratique démocratique et de permettre aux citoyens de participer dans la prise de décision à travers leurs représentants dans les institutions républicaines.».

K. A.

MILOUD BRAHIMI :**«L'armée doit protéger les droits fondamentaux»**

M^e Miloud Brahimi plaide clairement pour que l'armée joue un rôle, expressément défini par la Constitution, dans la défense des droits fondamentaux «tels que les droits de l'homme, le droit à la vie, etc. Pour peu qu'elle quitte la scène politique».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Avocat de renom et militant des droits de l'homme, M^e Brahimi a fait cette proposition, hier, aux membres de la commission Bensalah qui le recevait dans l'après-midi au siège de la présidence.

«J'ai axé l'essentiel de mes propositions sur la révision de la Constitution que je considère comme la mère des réformes. Des réformes qui doivent déboucher sur l'instauration d'un Etat démocratique.»

Et pour M^e Brahimi, qui s'exprimait dans une déclaration à la presse au sortir des entretiens

qu'il avait eus avec Bensalah, Touati et Boughazi, «un Etat démocratique, c'est, de manière générale, deux choses : la souveraineté populaire et des droits fondamentaux que nul n'a le droit de bafouer».

Pour cela, il suggère d'introduire ces mêmes droits dans la Constitution avec une autre disposition qui octroie à l'armée la mission de les protéger.

M^e Brahimi, qui s'est également prononcé pour l'abolition de la peine de mort, l'indépendance de la justice et les pleins droits pour la femme, estime incompréhensible pour un pays comme

l'Algérie, qui a vécu «la décennie rouge», de ne pas intégrer dans ses lois la notion de «crimes contre l'humanité».

De même qu'il trouve inadmissible que l'Algérie se retrouve «à la traîne de pays comme le Maroc ou la Tunisie, en matière d'ouverture du champ audiovisuel».

Seconde personnalité nationale à être reçue, hier, par la commission Bensalah, M^e Mohamed-Réda Boudiaf. Ancien membre de la Commission de réforme de la justice présidée par feu Mohand Issad, M^e Boudiaf estimera, pour sa part, que «cette réforme ne s'est pas encore réalisée».

L'objectif fondamental de la commission Issad était de rapprocher la justice du citoyen. Or, cela n'a jamais été réalisé. Car tout cela avait été interprété au seul plan matériel».



A savoir que, pour donner l'impression de rapprocher la justice du citoyen, le pouvoir a multiplié

«la construction d'infrastructures comme les tribunaux, etc.».

K. A.

INSTALLANT LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL Le mouvement El Islah plaide l'alternance au pouvoir

Le secrétaire général d'El Islah, Djamel Ben Abdesselam, a affirmé, hier, lors de l'installation du nouveau SG du mouvement à Alger, que sa formation politique fait l'exception en optant pour la succession au premier poste du parti.

«Tous les responsables des autres partis politiques ne cèdent leur place que via des mouvements de redressement ou des départs forcés. Ils sont la copie conforme du système. En Algérie, le départ du président est provoqué soit par un coup d'Etat où suite à son décès», explique-t-il.

Désigné à la tête d'El Islah, pour une durée d'une année renouvelable une seule fois, le nouveau SG du mouvement, Hamlaoui Akouchi, a assuré que «la succession à la tête du parti politique permet sa pérennité et son épanouissement». Plaidant pour l'alternance au pouvoir, il dira qu'«un pays ne se réduit pas en la personne au pouvoir».

Il a, par ailleurs, rappelé les principes du mouvement El Islah, notamment son soutien à la limitation de mandats et à la séparation des pouvoirs, ainsi que son opposition à la légifération par ordonnance.

Rym N.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION Elle signera la naissance de la deuxième République, selon Hanoune

La prochaine Constitution jettera les bases de la fondation de la deuxième République. C'est la numéro un du Parti des travailleurs qui l'affirmait hier à la clôture de la session ordinaire de son comité central.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Le Parti des travailleurs fonde beaucoup d'espoir sur la révision de la Constitution. Sa numéro un, Louisa Hanoune, expliquait hier qu'il s'agissait d'opérer une véritable rupture avec l'ancien régime et la corruption généralisée.

Et c'est pour cette raison, dit-elle qu'il est primordial d'amender la Constitution avant la révision des autres lois, à l'exemple de celle relative aux partis politiques. Les membres du comité central ont approuvé l'idée d'organiser

des assemblées générales à travers l'ensemble des wilayas pour expliquer les propositions du parti en matière de révision de la Constitution.

Les militants sont avertis : ils doivent se tenir prêts à «toute éventualité» pour permettre à leur formation de «peser dans le débat».

L'échéance qu'espère le parti de Hanoune dans l'immédiat serait des élections législatives. Elle n'accorde aucun crédit à l'actuelle Assemblée et considère que ses membres, trop mal élus, ne peuvent prétendre peser dans la révision de la Constitution.

En dépit de ses enjeux majeurs, le Parti des travailleurs ne perd pas de vue les préparatifs pour la célébration de son 21^e anniversaire.

Pour l'occasion, la formation de Louisa Hanoune compte organiser plusieurs manifestations qui

seront clôturées par un grand rassemblement dans l'une des plus grandes sales d'Alger.

Un rassemblement que la numéro un veut «vivant» avec, dit-elle, de la musique pour en faire «une journée de l'espoir». Les militants de toutes les wilayas y seront conviés, pas question, avertit Hanoune, de pénaliser des militants du sud du pays pour des raisons pécuniaires.

En parallèle, le parti organisera des journées portes ouvertes sur le parcours de la formation politique. Le programme s'annonce également chargé pour le mois du Ramadan.

Le PT organisera l'université d'été à cette période en attendant la tenue de la réunion de l'entente des peuples, à Alger également.

N. I.